

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

portant mise en demeure de la société DISTILLERIE DE BERCLOUX pour l'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) qu'elle exploite sur la commune de Bercloux

Le Préfet de la Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement (CE), en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 171-11, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2025 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique 4755 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2022 enregistrant une installation de production par distillation d'alcool de bouche d'origine agricole exploitée par la société Distillerie de Bercloux sur la commune de Bercloux ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi suite à la visite d'inspection du 11 décembre 2025, transmis à l'exploitant par courrier du 23 décembre 2025, et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint au courrier, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de la société DISTILLERIE DE BERCLOUX ci-après « l'exploitant », formulées par courriel en date du 23 janvier 2026 ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 11 décembre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- L'exploitant a modifié les conditions de traitement des déchets liquides générés par ses activités sans l'avoir porté à la connaissance du préfet ;
- Les eaux de lavage sont traitées dans une station d'épuration interne avant d'être rejetées dans un étang artificiel non étanche situé dans l'emprise du site, sans s'assurer de la qualité des rejets effectués ;
- Les résidus de distillation ("vinasses", "bièrasses") en attente d'épandage sont stockés dans une bâche souple de 200 m³ qui n'est pas associée à une capacité de rétention ;
- Le bassin d'orage, utilisé comme capacité de rétention associée à l'aire de chargement-déchargement, dispose d'une conduite d'évacuation en point bas qui est laissée ouverte par défaut pour l'évacuation des eaux pluviales ;

- Les GRV d'alcools de TAV > 40 % vol. situés en extérieur sur une plate-forme bétonnée à proximité des locaux de distillation ne sont pas associés à une capacité de rétention ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article R. 512-46-23 du Code de l'environnement ainsi qu'à celles de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 susvisé, celles des articles 27.I et 30 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 susvisé et à celles du 2.8.1 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008 ;

Considérant que face à ces manquements et afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 (point I) du même code en mettant en demeure la société DISTILLERIE DE BERCLOUX de respecter les prescriptions des dispositions des articles susvisés ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Charente-Maritime,

ARRÊTE

Article 1 – La société DISTILLERIE DE BERCLOUX (SIREN 441 974 706), dont le siège social est situé à Bercloux (17770), 16 rue de la Mairie, exploitant une installation de production par distillation d'alcool de bouche d'origine agricole à cette même adresse, est mise en demeure de respecter :

- sans délai, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 susvisé en cessant de rejeter dans son étang artificiel les eaux traitées issues de sa station d'épuration interne ;
- dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - les dispositions de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement en transmettant au préfet un dossier de "porter-à-connaissance" de la modification des conditions de traitement des déchets liquides générés par son installation avec tous les éléments d'appréciation ;
 - les dispositions du I. de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 susvisé en aménageant, pour son moyen de stockage d'effluents liquides, une plate-forme étanche associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
 - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
 - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.
 - les dispositions de l'article 30 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 susvisé en s'assurant que la conduite d'évacuation en point bas du bassin d'orage soit maintenue fermée par défaut, dès lors que le bassin d'orage assure la fonction de capacité de rétention associée à l'aire de chargement-déchargement ;
 - les dispositions du 2.8.1 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008 susvisé en aménageant des murets sur la plate-forme de stockage des GRV d'alcools située à proximité des locaux de distillation de sorte que l'ensemble des GRV soit associé à une capacité de rétention au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes (ou en proposant des mesures alternatives équivalentes) :
 - 100% de la capacité du plus grand récipient,
 - 50% de la capacité totale des récipients associés à la rétention.

Article 2 - Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Article 4 - Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Charente-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 - Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société DISTILLERIE DE BERCLOUX.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Madame la Sous-Préfète de Saint-Jean-d'Angely,
- Monsieur le maire de la commune de Bercloux,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le **30 JAN. 2026**

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,



Emmanuel CAYRON

